

INQUIÉTUDE



Une ville suspendue à l'avenir de l'ENTSOA



L'Ecole nationale des sous-officiers d'active d'Issoire (ENTSOA) est menacée de fermeture. Dernière rentrée en 1997, en 1999 pour les plus optimistes. Même le député-maire RPR admet que « l'école ne peut pas se sauver dans sa structure actuelle ». Alors, à Issoire, on cherche des solutions. On s'inquiète d'abord. Car toute la ville vit en équilibre sur deux jambes : Péchiney-Rhénalu et l'ENTSOA.



La ville d'Issoire fonctionne avec un budget annuel d'un peu plus de 100 millions de francs. Son école militaire, à elle seule, dépasse les 150 millions. La ville d'Issoire compte 15.000 habitants ; l'ENTSOA, environ 1.500 personnes.

Des chiffres qui expliquent que l'inquiétude des Issoiriens s'amplifie de jour en jour. De jour de silence en jour de silence, depuis que le ministre de la Défense, le 28 septembre dernier, a assuré que l'école militaire d'Issoire ne serait pas touchée « en 1996 et 1997 » par les restrictions budgétaires.

Sous-entendu immédiatement relevé par les personnels civils : « Donc, rien n'est acquis pour les années suivantes ». Une déduction jamais infirmée. Car la « Grande Muette » qui se voulait rassurant de Jacques Chirac au député-maire de sa majorité Pierre Pascalonn n'a pas eu l'effet escompté.

Trouver de nouvelles armes

Aujourd'hui, le maire d'Issoire lui-même ne rêve plus : « Tout le monde est conscient que l'école ne peut pas se sauver dans sa structure actuelle ». Prenant la présidence d'un « comité pour l'avenir et le renouveau de l'ENTSOA » qui réunit les personnels civils de l'école, il cherche « des

solutions de « remplacement » à proposer au gouvernement ».

Membre de la commission de défense à l'Assemblée nationale, il estime que la disparition de l'ENTSOA « pourrait ne pas être décidée avant 1999 ». La prochaine loi de programmation militaire, prévue pour le printemps prochain, déterminera ce que devra être l'Armée française dans les années suivantes.

Donc comment devront être formés ses éléments et à quel prix. Or, l'armée évolue et ses budgets se resserrent. Pierre Pascalonn espère que les élèves rentrés en 1997 pourraient rester à Issoire jusqu'en 1999, mais il admet qu'ensuite, l'ENTSOA risque bien de ne plus être adaptée à la demande.

D'ailleurs, l'école issoirienne a déjà ses concurrentes. Des établissements plus réputés encore, « sans que l'ENTSOA ait à en rougir », précise le député-maire : Saint-Maixent pour les certificats militaires, Bourges, Draguignan et Rennes pour les certificats techniques.

Le comité a donc décidé de monter au front de la résistance à la fermeture en proposant de nouvelles armes pour son écoles. Elles seront officiellement présentées ce lundi après-midi au cours d'une conférence de presse à la médiathèque de la ville.

Mais les solutions devront de toute façon correspondre à ce que sera l'armée de l'an 2000. Une armée moins coûteuse qui aurait ainsi tout intérêt à mettre en place des formations interarmes et plus comme aujourd'hui des écoles pour l'armée de terre, de mer et de l'air.

Mais comment convaincre des marins de venir à Issoire, ou faire passer l'aérodrome de la ville pour un aéroport militaire ?

Une armée de plus en plus sophistiquée, qui aura besoin de techniciens de plus en plus spécialisés. Le député-maire a déjà évoqué pour

Issoire « une école ciblée sur les engins mobiles mécaniques ».

Une Armée qui mobilisera de moins en moins les appelés tout en faisant de plus en plus appel aux engagés. Mais Châteauroux s'est déjà positionnée sur le secteur de leur formation et une autre ville, en région parisienne, a déjà songé à les préparer à leur réinsertion dans la vie civile...

Bref, la ou les solutions miracle(s) de remplacement de l'ENTSOA ne sont à priori pas plus évidentes que le miracle de la non-fermeture à moyen terme. Une difficulté d'autant plus ardue que l'école militaire d'Issoire représente une manne financière et sociale capitale pour la ville.

Elle entretient autant de monde directement que l'autre pilier de la ville, l'usine Péchiney-Rhénalu. Des militaires et des civils au pouvoir d'achat important. Par exemple, l'école dépense pour fonctionner, principalement à Issoire, 13 millions de francs pour l'alimentation et 14 millions de francs pour « faire tourner la boutique », comme le dit un des civils.

Mais surtout, l'ENTSOA verse 120 millions de francs de salaires chaque année. Un tiers pour les élèves, deux tiers pour les cadres et les personnels civils : « On peut estimer, assure en privé un membre de la direction de l'école, qu'environ 80 % de cette somme est injectée dans l'économie locale ».

E. M.



L'école d'Issoire cherche des solutions pour son avenir, mais d'autres villes ont elles aussi déjà songé à leur nécessaire évolution.

L'inexorable baisse de l'effectif

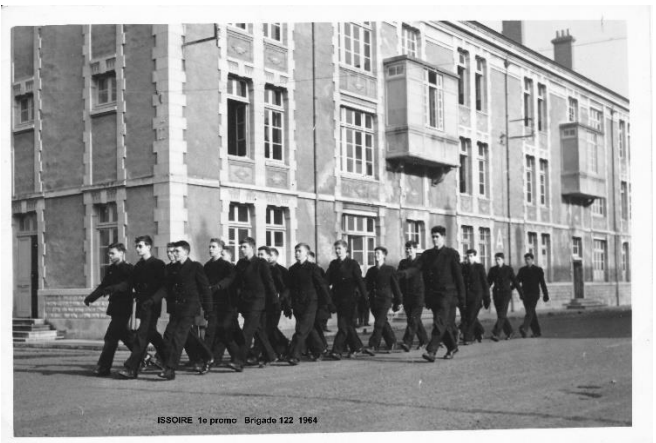
Si les Issoiriens sont plus inquiets que jamais à propos de l'avenir de l'ENTSOA, c'est aussi parce que, année après année, ils se sont rendus compte que les effectifs étaient grignotés par les restrictions budgétaires.

En 1985-86 notamment, l'école a dû considérablement réduire le nombre de ses élèves en les sélectionnant plus sévèrement et en leur proposant des études plus courtes.

Avant 1985, l'ENTSOA accueillait 1.222 élèves sous-officiers. Pour l'année scolaire 86-87, ils étaient moins d'un millier. Depuis, ils étaient restés plus de 900. Mais à la dernière rentrée, l'effectif total a été ramené à 831 élèves.

Les autres catégories ont forcément suivi : 72 officiers avant 1985, 44 aujourd'hui. Un tiers en moins, comme les sous-officiers : de 304 à 206. Et même régime pour les appelés : 323 à 238. En fait, la catégorie la moins touchée était le personnel civil.

De 180 employés de l'État à l'ENTSOA d'Issoire en 1985, ils sont passés à 156.



LES INSIGNES DE PROMOTIONS



Le poids des cadres militaires et des civils

D'après les responsables des services publics d'Issoire, la fermeture de l'école ne les toucherait pas directement. Mais le départ des cadres et des civils qui vivent à l'extérieur du quartier de Bange aurait forcément de « lourdes conséquences ».

Chaque jour, les élèves envoient 200 lettres et en reçoivent 300 sur les 14.000 qui transitent en moyenne dans les deux sens à la Poste. Presque rien... Et sans que cela rapporte



... ils sont des consommateurs. Leur rôle dans l'éco-primordial.



au service public : « Le plus souvent, explique-t-on à l'agence, ils achètent leurs timbres chez eux et les ramènent dans leurs bagages ».

En fait, c'est surtout sur le plan financier que la bataille est la plus rude pour conserver l'ENTSOA et ses élèves :

« Chaque jeune de la nouvelle promotion doit ouvrir un compte pour y percevoir sa solde. Mais l'année suivante, ils peuvent changer d'établissement bancaire, puis en changer encore. Il y a cinq ans, nous les avions automatiquement en charge, plus maintenant ». D'autant qu'un autre établissement bancaire a installé un distributeur dans l'enceinte de l'école.

La masse d'argent est importante, certes, mais « l'enjeu est à double tranchant. Titulaires pour la première fois d'un moyen de paiement, les jeunes ont tendance à être dépensiers ». Et si les bancaires peuvent se rembourser les agios de découvert sur la solde suivante, La Poste, elle, n'a pas cette opportunité.

Du côté d'EDF-GDF, c'est avec une égale philosophie qu'on évoque la disparition de l'ENTSOA. L'école fait certes partie de la centaine de gros clients en gaz de l'agence locale, mais elle ne consomme que 10 % de la centaine de millions de KW qu'ils représentent tous ensemble. Une

somme importante est en jeu, bien sûr, mais pas essentielle à son fonctionnement.

Quant à l'électricité, « on a 500 gros clients comme eux, alors... ». Ce qui représente tout de même 1,5 million de francs : « Une consommation normale », précise EDF.

A la gare, par contre, les 900 élèves sous-officiers achètent 20 % des billets vendus au guichet, et les grandes lignes qu'ils empruntent, représente les 2/3 de l'activité voyageurs.

Sans parler de suppression de postes ou de lignes, la perte serait massive, même si les élèves bénéficient de 75 % de réduction sur le prix du billet.

Mais ils ne sont pas les seuls à peser dans les revenus des services publics. Les familles des 400 cadres et les personnels civils le font à leur place. Impôts, courrier, électricité, gaz, billets de train, enfants dans les écoles... elles consomment également : « Et même beaucoup plus. Si eux-aussi partaient, la note serait vraiment salée », assure un responsable de service publique.

L'argent n'est pas la seule chose apportée à la ville par les personnes de l'école. Issoire et sa région vivent aussi grâce à leurs enfants. 200 gosses de 0 à 10 ans qui, s'ils quittaient l'arrondissement, entraîneraient sûrement la fermeture de nombreuses classes.



Les commerces en première ligne

Des commerces les plus touchés sur Issoire, les débits de boissons seraient en tête. « Mais, assurent les patrons de bars, à plus ou moins long terme, l'effet tomberait en chaîne sur toute l'économie de la ville ».



« Si l'ENTSOA s'en va, il faudra diviser le nombre d'auto-écoles par deux ».

Point de chute de beaucoup, les débits de boissons sont en tête, deux soirs par semaine.

Avec près de 1.000 élèves, même si tous n'ont pas les mêmes lieux de rendez-vous, l'addition grimpe vite et les chiffres d'affaires aussi.

En fait, quelques débits seulement concentrent la majorité des élèves, mais les autres se sentent aussi concernés pour une éventuelle fermeture de l'école :

« Nous, affirme un barman, nous n'avons que des groupes de temps en temps, mais sans grande conséquence sur notre activité. En réalité, le problème serait à long terme. S'il y a fermeture, il y aura donc moins d'argent dans les commerces et dans Issoire en général. Et donc, ce sont nos clients d'aujourd'hui qui viendront moins souvent ».

Autre commerce en vue, les pizzerias, repas facile et rapide par excellence, font recette auprès des militaires : « Donner un chiffre précis est difficile, mais c'est certain que nous travaillons beaucoup avec eux. De toute façon, ce sera général : si l'école part, Issoire, c'est fini ».

« Nous devons licencier »

Les auto-écoles font grise mine elles-aussi. Age et argent aidant,

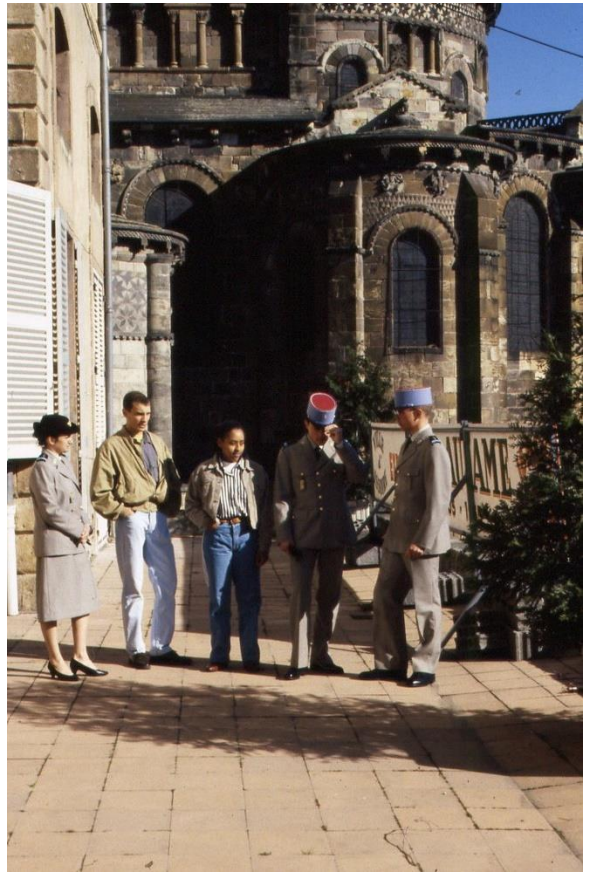
nombreux sont ceux qui profitent de leur présence à Issoire pour passer leur permis de conduire, auto ou moto : « Ils représentent 30 à 40 % de notre clientèle », compte le responsable de l'auto école 63.

A l'ECF locale, Denis Pailoux confirme : « Au niveau de l'automobile, nous perdrons au moins 30 % de nos clients, et pour la moto le taux s'élèvera à 15 %. Pour nous, cela entraînerait le licenciement de deux personnes et, à l'heure actuelle, ce n'est pas bienvenu ».

Sur Issoire, on compte 8 auto-écoles : « Je crois que l'on pourrait alors diviser par deux ce chiffre pour que ce soit viable. Ceux qui n'ont pas d'employé souffriront, et ceux qui en ont devront en licencier ».

Avoir le permis entraîne obligatoirement l'achat d'une voiture ou tout au moins l'entretien d'un véhicule.

En cas de fermeture de l'ENTSOA, les garages aussi seront en première ligne : « Certains m'achètent des véhicules, mais j'ai surtout de la réparation car l'achat se fait généralement dans la région d'origine. Il y aurait donc un manque à gagner, même si ce ne serait pas catastrophique, ça se sentirait », admet le principal concessionnaire de la ville.



L'immobilier en danger

Dans les agences immobilières d'Issoire, la clientèle de l'ENTSOA, les cadres qui ne logent pas au quartier de Bange, représente 2 à 15 % du chiffre d'affaires. Les loyers varient entre 1.200 F et 4.500 F, mais les locations sont souvent provisoires, car les cadres recherchent au bout d'un an en moyenne une maison à acheter.

Entre 15 % et 70 % des acheteurs de villas par le biais des agences sont des familles de militaires. Des acquisitions qui varient entre 500.000 F et 900.000 F, situées à Issoire principalement. Dans un rayon de 20 km autour de la ville au plus : Saint-Germain-Lembron, Le Breuil-sur-Couze, Orbeil, Perthus, etc.

Pour les agents immobiliers, « c'est évident », le départ de l'ENTSOA et de ses cadres « laisserait un flot d'appartements et de villas vides. Ils trouveraient peut-être preneurs, mais à des loyers et à des prix plus bas qu'ils ne sont actuellement ».



Le poids économique et social de l'ENTSOA

L'école militaire d'Issoire injecte « au moins 100 millions de francs dans l'économie locale », estime un responsable de l'établissement. Un véritable pouvoir économique sur la ville qui, en cas de départ, devrait aussi se priver de l'apport humain de l'ENTSOA.

POUR son arbre de Noël, l'ENTSOA a prévu des cadeaux pour 200 enfants de moins de 10 ans. Des gosses qui, « en comptant large », précise un professeur de l'établissement, « représentent au moins sept classes dans les écoles de la ville et des villages alentours. Vous vous rendez compte des conséquences si on ferme ? ».

Les commerçants sont les premiers à tirer la sonnette d'alarme : « Pour quelques bars de la ville, les élèves représentent 80 % de la clientèle. Sans eux, ils ferment »,

assure le patron d'un débit « pourtant pas directement concerné ».

« Mais ça se sentirait vite, parce que tout l'argent que l'ENTSOA met dans la ville, tout le monde en profite aussi indirectement. Moi, comme les autres ».

120 millions de salaires

L'école militaire dépense 13 millions de francs par an pour l'alimentation, 14 millions pour son fonctionnement, etc. Et, surtout, verse 120 millions de salaires. Une fois et demi de plus que le

budget de fonctionnement annuel de la ville !

« Dire que 80 % de cette somme est injectée dans l'économie locale, affirme un gradé, c'est un minimum ! ». Une manne qui commence par les dépenses des élèves en ville.

Les 831 futurs sous-officiers touchent une solde mensuelle de 1.590 F à 5.500 F, selon leur niveau d'étude : « On en met de côté une partie pour rassurer nos parents, ou pour acheter une voiture. Le reste, confirme Sébastien, on le « clique » sur place ».

Dans les bars et pizzerias où ils se retrouvent les mercredis et les week-ends, dans les boutiques de vêtements. Ou encore dans les auto-écoles, dont un des responsables assure « que les jeunes de l'ENTSOA fournissent de 20 à 40 % de la clientèle. Sans eux, on ne serait plus huit à Issoire, mais quatre ».

Le patron des deux salles de cinéma de la ville est plus précis encore : « 30 % des spectateurs en moyenne, voire 50 % quand le film leur convient. S'ils partent, c'est

simple, je mets la chef sous la porte ! ».

Dans les services publics, les esprits sont a priori moins tourmentés : « L'ENTSOA, explique un chef de service, c'est « l'autre » grosse usine de la ville avec Péchiney-Rhône. 1.500 personnes de moins sur une ville de 15.000 habitants, ça se verrait, bien sûr. Mais nous, on aurait encore tous les autres à occuper ».

Il n'y a qu'à la gare où le discours est moins assuré : « Les élèves ont 75 % de ré-

duction sur les billets, mais c'est vrai qu'ils achètent 20 % des billets vendus. Et quand ils partent en « perm », ils peuvent représenter jusqu'à 80 % de notre fréquentation ».

Les responsables des agences immobilières, eux, s'inquiètent plus de voir les cadres militaires être mutés en bloc. « Car, soutient un officier, généralement, on préfère acheter que payer un loyer — assez élevé ici — pendant quatre, cinq ou même seulement trois ans. On s'y retrouve forcément si on revend bien à un collègue ».

L'école militaire d'Issoire devra changer son fusil d'épaule

« L'école militaire d'Issoire, dans sa structure actuelle, est sans doute condamnée », avertit le député-maire RPR Pierre Pascalion, président du « comité pour l'avenir et le renouveau de l'ENTSOA ». Aussi, parmi les quatre présentés hier, il proposera aux autorités politiques « un ou deux projets pour pérenniser l'établissement ».



L'ENTSOA dépense une fois et demi le budget de fonctionnement de la ville chaque année. Mais l'ENTSOA, c'est aussi 200 enfants de moins de dix ans dans les écoles.

QUE ce soit à cause de la prochaine loi de programmation militaire, prévue pour le printemps prochain, ou dans les deux années qui suivront, « l'École nationale technique des sous-officiers d'active (ENTSOA) ne se sauvera pas si elle reste dans sa structure actuelle ».

En une phrase, Pierre Pascalion, député-maire RPR d'Issoire, a résumé, hier, la « conviction » du « comité pour l'avenir et le renouveau de l'ENTSOA », association qu'il préside, et constituée principalement de membres du personnel civil de l'école.

Une certitude qui a poussé le comité à demander le soutien des élus et de la population dans sa volonté « d'être

en état de présenter, dès le début 1996, un ou deux projets assurant la pérennité de l'école ».

Pierre Pascalion a, en fait, déposé « quatre pistes de réflexion » : « D'abord, au lieu d'imaginer que des formations partent d'Issoire pour ailleurs, pourquoi pas l'inverse dans la mesure où l'ENTSOA a un très fort potentiel matériel et humain ? ».

Des œillères ont dû siffler à Saint-Maixent, « concurrente » d'Issoire. Mais « tellement plus équipée », reconnaît un Pierre Pascalion visiblement plus engagé à défendre (« c'est sa deuxième proposition ») « une solution inter-armées ». Même si « les militaires sont réticents à cette union ».

Il croit tout de même à la

fiabilité de son idée d'école accueillant des élèves de l'armée de terre, de la marine et de l'air, pour se former « aux spécialités de la mécanique et de la mobilité ».

Troisième piste, « ajouter aux formations existantes un lycée technique militaire ». Un établissement qui, cette fois, ne mènerait pas obligatoirement à une carrière sous l'uniforme.

Une solution qui séduit plus les personnels civils que la quatrième hypothèse évoquée, « transformer l'ENTSOA en établissement de formation pour les futurs engagés volontaires ». Pour leur apprendre leur métier « ou, surtout, les préparer à leur réinsertion dans la vie civile ».

La prochaine loi de pro-

grammation militaire définira ce que sera l'armée de l'an 2000. Peut-être sans im-

médiatement décider de la réorganisation de la formation. Mais « dans deux ans ou

tout de suite, il faut de toute façon s'y préparer », prévient Pierre Pascalion.

PROMOTIONS

Colonel DE BANGE	1963-1966
Général ESTIENNE	1964-1967
Général FERRIE	1965-1968
Lt Colonel COULOMB	1966-1969
M.D.L. Chef VINCENT	1967-1970
Général LABAT	1968-1971
Sgt Chef D'ALMASY	1969-1972
Adt Chef PHILIPPE	1970-1973
Sgt C. POINT-DU-MONT	1971-1974
Adt BONNEAU	1972-1975
M.D.L. Chef METRAL	1973-1976
Sgt Chef THESSIERE	1974-1977
Sgt Chef LEGUEN	1975-1978
M.D.L. Chef TOUSSAINT	1976-1979

Adt CESARIO	1977-1980
Sgt RINCK	1978-1981
M.D.L. Chef LALLEMENT	1979-1982
Adt Chef GADEAUD	1980-1983
S Lt RIGAUD	1981-1984
S Lt HARISTOY	1982-1985
Adt Chef FOUBET	1983-1986
VOUZIER	1984-1987
VILLE D'ISSOIRE	1985-1988
Adt YAL	1986-1989
Sgt LEBRIS	1987-1990
M.D.L. AMBROSINI	1988-1991
M.D.L. Chef BALAZUC	1989-1992
Général CHEVALER	1990-1993

Adt DUSEVAL	1991-1994
Libération de TOUTON	1992-1995
M.D.L. MASSON	1993-1996
MDI MROCKOWSKI	1994-1997
SERGEANTS D'ISSOIRE	1995-1998

